

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII-bis** N. **74**

RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE

II parte della 44^a Sessione Ordinaria
(Parigi, 30 novembre - 3 dicembre 1998)

Raccomandazione n. 635
sulla cooperazione fra l'Europa e la Russia
nel campo della sicurezza nucleare, civile e militare

Annunziata il 15 giugno 1999

L'ASSEMBLÉE,

(i) Rappelant sa Recommandation n. 630 sur les relations de l'UEO avec la Russie;

(ii) Soulignant, s'il en était besoin, le caractère spécifique du risque nucléaire: risque vital, risque transfrontalier, risque à très long terme;

(iii) Considérant que la remise aux normes de sûreté et l'amélioration de la sécurité nucléaire, tant sur les sites militaires que pour l'exploitation des centrales éner-

gétiques, s'impose comme domaine privilégié de coopération avec la Russie, tant par l'urgence que par l'importance des besoins techniques et financiers;

(iv) Soulignant qu'il n'est pas question de nier les légitimes préoccupations de défense de la Fédération de Russie, non plus que les besoins énergétiques qui justifient la poursuite de recherches et de programmes d'équipement utilisant le potentiel nucléaire;

(v) Considérant cependant que la coopération ne peut suivre les mêmes proces-

sus selon qu'il s'agit de gestion des armes nucléaires, de déclassement d'éléments comme les sous-marins comportant la réutilisation éventuelle du combustible à des fins civiles ou qu'il s'agit du fonctionnement des centrales énergétiques et de la gestion des déchets;

(vi) Considérant que la coopération doit se donner pour but l'amélioration de la sécurité nucléaire au sens le plus complet, y compris la lutte contre les risques de trafics et de dissémination des technologies, mais doit aussi viser la valorisation réciproque des acquis technologiques et des potentiels de recherche dans un domaine-clef comme l'énergie;

(vii) Rappelant que de nombreuses actions de coopération, bilatérales ou multilatérales, ont déjà été lancées tant dans le domaine militaire que dans le domaine civil, expériences qui permettent de faire un premier bilan et de proposer de nouvelles perspectives;

(viii) Observant que, de la mission effectuée en Russie en juin 1998 comme de tous les entretiens menés, il ressort que la coopération doit tenir compte d'une réalité contrastée:

la volonté de transparence existe partout, évidemment plus affirmée dans le domaine de l'exploitation civile de l'énergie que dans le domaine militaire, mais cette volonté de parvenir au respect des normes internationales est patente;

cependant, la « culture de sécurité » est encore très insuffisante et marquée par un retard dans les mécanismes de la responsabilité civile;

malgré la volonté de rattrapage, la lenteur des procédures législatives et même les blocages laissent persister des risques nucléaires reconnus par tous, ces difficultés obligeant à différer la mise en œuvre de certaines actions de coopération;

enfin, les lenteurs législatives n'expliquent peut-être pas à elles seules les difficultés du rattrapage ; la volonté d'accom-

plir dans leur intégralité les engagements pris, notamment en contrepartie de financements, doit être réaffirmée afin que la mise aux normes AIEA, par exemple, soit l'objectif réel. La pratique d'autorisation annuelle provisoire ne doit pas être un nouveau mode de fonctionnement. Le programme achevé, l'objectif doit être l'obtention d'une licence de fonctionnement,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. D'inscrire la sûreté et la sécurité nucléaires parmi les sujets d'intérêt commun sur lesquels la Recommandation n. 630, adoptée par l'Assemblée le 19 mai 1998, invite le Conseil et les autorités russes à se consulter en vue d'une coopération concrète;

2. D'engager des consultations avec la partie russe en vue de débloquer le processus de ratification des conventions internationales pertinentes, ainsi que l'adoption de la législation nationale qui donnera le socle juridique nécessaire;

3. D'encourager les 28 pays de l'UEO à se consulter sur ces questions et à coopérer davantage avec la Russie dans le domaine de la lutte contre la pollution nucléaire et de la protection de l'environnement;

Dans le domaine de l'exploitation énergétique civile:

4. D'inviter la partie russe à mettre pleinement en œuvre son objectif d'engagement de mise aux normes AIEA des centrales, conclue par l'attribution de licences, et d'écarter le recours à des autorisations provisoires;

5. De favoriser la formation des responsables et des chercheurs, et particulièrement de jeunes scientifiques, afin de mettre l'accent, notamment, sur la culture de sécurité à laquelle aspirent d'ailleurs les partenaires russes;

6. De développer les contrôles de la mise en œuvre des programmes engagés en coopération, ces contrôles devant pouvoir vérifier à la fois la réalisation des objectifs fixés et la juste utilisation des financements attribués;

7. D'étudier la possibilité d'inclure la gestion simulée d'un accident nucléaire dans les exercices organisés par l'UEO;

Dans le domaine militaire:

8. De donner la priorité, dans les consultations sur les sujets d'intérêt commun, aux problèmes liés aux sous-marins à propulsion nucléaire, sachant que les techniques de récupération et de confinement des propulseurs sont maîtrisées mais que leur mise en œuvre se heurte à deux obstacles: la ratification des Conventions de

Vienne et de Londres, pour la partie russe, ainsi que l'importance des crédits à mobiliser;

9. D'encourager la coopération déjà engagée entre la France, la République fédérale d'Allemagne et la Russie, selon l'objectif de l'Accord AIDA-MOX, pour la transformation des matières nucléaires militaires rendues disponibles par les Traités START;

10. De soutenir une action pour renforcer les moyens mis à la disposition du Centre international pour la science et la technologie créé à Moscou afin que les experts en surnombre qui travaillent dans le domaine militaire puissent être réorientés et intégrés à la communauté scientifique russe, de façon à limiter les risques de dissémination des technologies.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 635
sulla cooperazione fra l'Europa e la Russia
nel campo della sicurezza nucleare, civile e militare

L'ASSEMBLEA,

(i) Richiamando la sua Raccomandazione n.630 sulle relazioni dell'UEO con la Russia;

(ii) Sottolineando, se del caso, la specificità del rischio nucleare: rischio vitale, rischio transfrontaliero, rischio a lunghissimo termine;

(iii) Ritenendo che la rimessa a norma di sicurezza ed il miglioramento della sicurezza nucleare, sia sui siti militari che per lo sfruttamento delle centrali energetiche, s'impone come ambito privilegiato di cooperazione con la Russia, sia per l'urgenza che per l'importanza delle esigenze tecniche e finanziarie;

(iv) Sottolineando che non si tratta in alcun modo di negare le legittime preoccupazioni di difesa della Federazione Russa, né il fabbisogno energetico che giustifica il prosieguo di ricerche e programmi di materiali che utilizzano il potenziale nucleare;

(v) Ritenendo tuttavia che la cooperazione non possa seguire gli stessi processi

a seconda che si tratti di gestione delle armi nucleari, di declassamento di elementi come i sottomarini che comportino l'eventuale riutilizzo del combustibile a fini civili o che si tratti di funzionamento delle centrali energetiche e della gestione delle scorie;

(vi) Ritenendo tuttavia che la cooperazione debba prefiggersi il miglioramento della sicurezza nucleare nel senso più completo, ivi compresa la lotta contro i rischi di traffici e di disseminazione delle tecnologie, ma debba anche mirare alla reciproca valorizzazione delle conquiste tecnologiche e dei potenziali di ricerca in un settore chiave come l'energia;

(vii) Ricordando che numerose azioni di cooperazione, bilaterali o multilaterali, sono già state varate sia in campo militare che in campo civile, esperienze che consentono di fare un primo bilancio e di proporre nuove prospettive;

(viii) Osservando che, dalla missione effettuata in Russia nel giugno 1998 così come da tutti i colloqui svolti, emerge come la cooperazione debba tenere conto di una realtà che presenta contrasti:

la volontà di trasparenza esiste dappertutto, evidentemente più affermata nel settore dello sfruttamento ad uso civile dell'energia che in quello militare, ma questa volontà di giungere al rispetto delle norme internazionali è evidente;

tuttavia, la « cultura della sicurezza » è ancora molto inadeguata e contraddistinta da un ritardo nei meccanismi della responsabilità civile;

nonostante la volontà di recupero, la lentezza delle procedure legislative nonché i bloccaggi consentono il perdurare dei rischi nucleari riconosciuti da tutti, difficoltà che costringono a rinviare talune azioni di cooperazione;

infine, le lungaggini legislative non spiegano forse da sole le difficoltà del recupero; va ribadita la volontà di adempiere nella loro integralità agli impegni assunti, segnatamente quale contropartita di finanziamenti, affinché la messa a norma AIEA, per esempio, sia l'obiettivo reale. La prassi di autorizzazione annuale provvisoria non deve essere un nuovo modo di funzionamento. Compiuto il programma, l'obiettivo deve essere l'ottenimento di una licenza di funzionamento,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI:

1. Inserire la sicurezza nucleare fra gli argomenti di interesse comune sui quali la Raccomandazione 630, adottata dall'Assemblea il 19 maggio 1998, invita il Consiglio e le autorità russe a consultarsi ai fini di una cooperazione concreta;

2. Avviare consultazioni con la parte russa per sbloccare il processo di ratifica delle pertinenti convenzioni internazionali, nonché l'adozione della normativa nazionale che andrà a costituire la base giuridica necessaria;

3. Incoraggiare i 28 paesi dell'UEO a consultarsi su tali questioni ed a cooperare maggiormente con la Russia nel campo

della lotta all'inquinamento nucleare e in quello della tutela ambientale;

1. Nel settore dello sfruttamento dell'energia ad uso civile:

4. Invitare la parte russa a dare piena attuazione al suo obiettivo di impegno di messa a norma AIEA delle centrali, coronata dall'assegnazione di licenze, evitando il ricorso ad autorizzazioni provvisorie;

5. Favorire la formazione dei responsabili e dei ricercatori, ed in particolare di giovani scienziati, per porre l'accento in particolare sulla cultura della sicurezza alla quale aspirano del resto i partners russi;

6. Sviluppare i controlli dell'attuazione dei programmi avviati in cooperazione, controlli che devono poter verificare al tempo stesso il raggiungimento degli obiettivi prefissati e il giusto impiego dei finanziamenti assegnati;

7. Studiare la possibilità di includere la gestione simulata di un incidente nucleare nelle esercitazioni organizzate dall'UEO;

In campo militare:

8. Dare la priorità, nelle consultazioni sugli argomenti d'interesse comune, ai problemi connessi con i sottomarini a propulsione nucleare, sapendo che esiste la padronanza delle tecniche di recupero e di confinamento dei propulsori, ma che la loro attuazione va incontro ad ostacoli: la ratifica delle Convenzioni di Vienna e di Londra, per la parte russa, nonché l'importanza degli stanziamenti da reperire;

9. Incoraggiare la cooperazione già avviata fra la Francia, la Repubblica Federale di Germania e la Russia, secondo l'obiettivo dell'Accordo AIDA-MOX, per la trasformazione delle materie nu-

cleari militari rese disponibili dai Trattati START;

10. Sostenere un'azione per rafforzare i mezzi messi a disposizione del Centro internazionale per la scienza e la tecnologia

creato a Mosca affinché gli esperti in sovrannumero che lavorano nel settore militare possano essere riorientati ed integrati nella comunità scientifica russa, in modo da limitare i rischi di disseminazione delle tecnologie.